



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Préfecture

Direction de l'animation
des politiques publiques
Bureau des installations classées

ARRETE complémentaire
pour l'extension de l'élevage porcin relevant de la rubrique 2102 2 a de la nomenclature des
installations classées exploitée par l'EARL LE BERRE
au lieu-dit "Kerstrat" à KERLAZ

AP n°2014056-0003 du 25 février 2014

N° 33-2014/E

LE PREFET DU FINISTERE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code de l'environnement et notamment les Titres II et IV du Livre 1er, le Titre 1er du Livre II et le Titre 1er du Livre V et notamment la section II du chapitre II du titre I concernant l'enregistrement ;
- VU le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1210 du 28 juillet 2009 modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 148/03 du 27/05/2003 complété par l'arrêté préfectoral n° 36-2009/AE du 27/02/2009 autorisant l'EARL LE BERRE à exploiter un élevage porcin au lieu-dit "Kerstrat" à KERLAZ ;
- VU le dossier déposé le 06 mars 2013 par l'EARL LE BERRE en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension d'un élevage porcin dans le cadre dérogatoire du dispositif de la restructuration externe, avec mises aux normes bien-être animal de l'atelier de gestantes et mise à jour du plan d'épandage de l'élevage porcin exploité au lieu-dit "Kerstrat" à KERLAZ ;

VU l'avenant déposé le 22 octobre 2013 ;

VU l'avis émis par :

▫ M. le directeur de la délégation territoriale du Finistère de l'agence régionale de santé, les 8 avril 2013 et 5 novembre 2013

▫ M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le 13 juin 2013

VU le rapport n° EN1301278 du 22 décembre 2013 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 19 décembre 2013 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDERANT qu'en raison de la modification de la nomenclature intervenue en cours de procédure par décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013, le projet initialement soumis à la procédure d'autorisation relève désormais du régime de l'enregistrement (rubrique 2102 2. a effectifs supérieurs à 450 animaux-équivalents) ;

CONSIDERANT que l'article R512-46-30 du Code de l'environnement prévoit que les dossiers de demande d'autorisation déposés avant l'entrée en vigueur de la modification du classement, sont instruits selon les règles de procédure relevant du régime de l'autorisation ;

CONSIDERANT :

- Les éléments techniques du dossier et les avis émis ;
- Que l'exploitation est soumise au respect des prescriptions générales (arrêté ministériel fixant les règles auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à enregistrement) ;
- Que l'exploitation est soumise au respect des prescriptions relatives aux programmes d'action en vigueur ;
- Qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT la localisation de l'élevage en bassin algues vertes de la Baie de Douarnenez et l'application du principe de non dégradation de la pression d'azote au sol ;

CONSIDERANT la localisation du plan d'épandage dans la zone des 500 m de protection d'une zone conchylicole ;

CONSIDERANT que l'intéressé a fait savoir qu'il n'avait aucune observation à formuler dans le délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté établi à l'issue des consultations susvisées ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les installations de l'EARL LE BERRE situées au lieu-dit "Kerstrat" à KERLAZ (siège social "Kerstrat" à KERLAZ) faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées pour un effectif de 1659 animaux-équivalents répartis comme suit :

- 128 reproducteurs (truies et verrats),
- 1155 porcs charcutiers et cochettes non saillies dans la limite de 3380 porcs charcutiers engraisés sur l'exploitation par an
- 600 porcelets en post sevrage

Article 2 : Prescriptions

2.1 - Les prescriptions générales suivantes devront être respectées :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2102 2 a) (élevages de porcs de plus de 450 animaux-équivalents) – arrêté ministériel du 27 décembre 2013) ;
- prescriptions édictées par le guide départemental de référence pour la défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral n° 2010/1696 du 16 décembre 2010)

2.2 – Autres prescriptions

- **Protection du périmètre de la zone conchylicole :**
Les îlots 7 et 8 du prêteur M.NEDELEC Michel bénéficient d'une dérogation pour épandage de fumier de bovin exclusivement. Par conséquent, ils ne devront en aucun cas recevoir d'autres effluents et donc pas de lisier porcin en provenance de l'élevage du pétitionnaire.
- **Gestion du risque phosphore :**
Les mesures de préventions pour le risque érosif indiquées au dossier doivent être maintenues ;
- **Analyses d'eau et de terre :**
La réalisation, sur le plan d'épandage, d'analyses d'eau annuellement et de terre tous les trois ans.
- **Rampe :**
L'utilisation pour l'épandage des lisiers porcins d'un matériel équipé de rampe (avec système d'épandage au ras du sol) ou d'enfouisseur.
- **Bassin Versant Algues Vertes de la Baie de Douarnenez :**
La quantité d'azote total épandu sur l'exploitation est limitée à 13029 kg sur la SAU

- **Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 36-2009 / AE du 27/02/2009 portant sur la mise en conformité de l'élevage sont abrogées.**

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la sous-préfète de CHATEAULIN, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et d'une insertion sommaire dans deux publications habilitées pour les annonces légales.

Fait à QUIMPER , le 25 février 2014

Pour le préfet,
le secrétaire général,

signé :
Martin JAEGER

DESTINATAIRES

- Sous-préfecture de CHATEAULIN
- Mairie de KERLAZ
- Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère
- Délégation territoriale du Finistère de l'Agence Régionale de Santé
- L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations)
- EARL LE BERRE - KERLAZ